



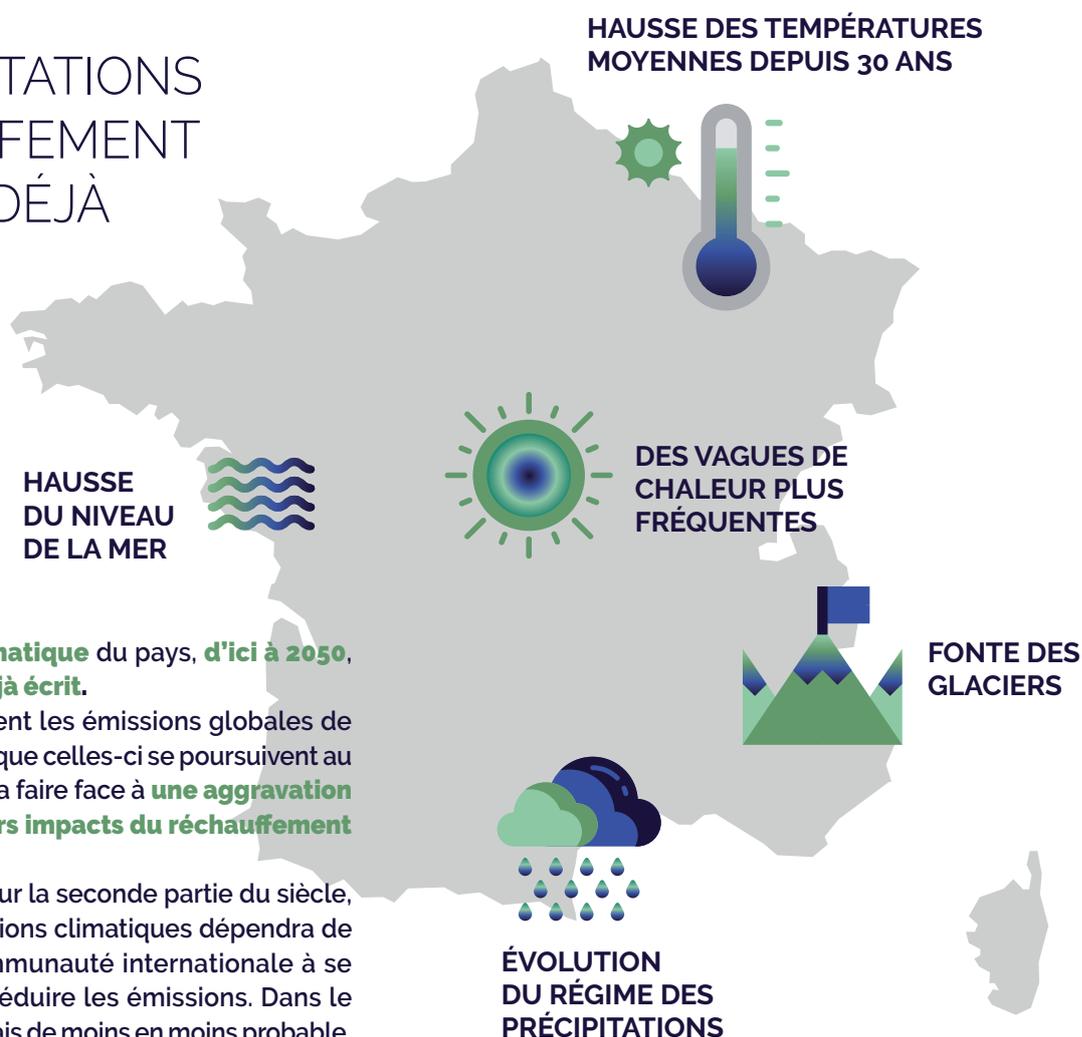
DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES :

Adapter la France à l'horizon 2050 : urgence déclarée !

L'ÉTAT DES LIEUX :

LES MANIFESTATIONS
DU RÉCHAUFFEMENT
CLIMATIQUE DÉJÀ
VISIBLES

Jeudi 16 mai 2019, Ronan Dantec (RDSE) et Jean-Yves Roux (RDSE) rendent publiques les conclusions de leur rapport d'information sur l'adaptation de la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective.



Le **proche avenir climatique** du pays, **d'ici à 2050**, est pour l'essentiel **déjà écrit**.

Qu'on réduise fortement les émissions globales de gaz à effet de serre ou que celles-ci se poursuivent au rythme actuel, il faudra faire face à **une aggravation significative des divers impacts du réchauffement déjà observables**.

À plus long terme, pour la seconde partie du siècle, le scénario des évolutions climatiques dépendra de la capacité de la communauté internationale à se mobiliser enfin pour réduire les émissions. Dans le **scénario optimiste**, mais de moins en moins probable, de leur réduction forte et rapide, nous pourrions nous maintenir dans **une situation climatique maîtrisée**. En revanche, dans le **scénario de leur poursuite au rythme actuel**, la France serait conduite dans une **situation alarmante vers 2080**.



QUELLES PERSPECTIVES ?

LA FRANCE À L'HORIZON 2050



UNE AGGRAVATION DES RISQUES NATURELS

Les événements de submersion côtière vont augmenter, de même que le risque d'incendie extrême, qui ne sera plus cantonné au pourtour méditerranéen.

Les vagues de chaleur seront plus longues, plus fréquentes et plus sévères.



LES EFFETS SANITAIRES DU RÉCHAUFFEMENT

Une surmortalité significative :

- Canicule de 2003 : 15 000 morts
- Canicule de 2015 : 1 700 morts
- Canicule de 2018 : 1 600 morts

Des effets sanitaires indirects :

- Hausse des risques liés à la pollution de l'air
- Risques de contamination de l'eau
- Propagation des maladies vectorielles

DES PROJECTIONS INQUIÉTANTES CONCERNANT LES RESSOURCES EN EAU



- Baisse de la recharge des nappes phréatiques
- Débits estivaux des cours d'eau réduits de **30 à 60 %**

- Détérioration des milieux aquatiques
- Contraintes accrues sur l'approvisionnement en eau potable
- Perturbations sévères de secteurs comme l'agriculture, le tourisme ou l'énergie.
- Risque de conflits



DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES PERTURBÉES

Le secteur le plus directement touché est l'agriculture : stagnation des rendements, baisse de la qualité nutritive, altération de la qualité des semences, etc.

Les sécheresses agricoles, plus fréquentes et plus sévères, pourront fortement altérer le potentiel de production agricole et créeront un besoin accru d'irrigation alors même que les ressources hydriques seront plus rares.



Pour faire face à ces **impacts sanitaires, économiques ou écologiques**, il est nécessaire **de changer d'échelle et d'ambition dans les politiques d'adaptation au changement climatique**, notamment en diffusant plus largement la culture de l'adaptation dans les territoires et dans le tissu économique.



LES 18 PROPOSITIONS DE LA DÉLÉGATION

INSCRIRE PLUS ACTIVEMENT L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LE DÉBAT PUBLIC POUR RENFORCER LA CONNAISSANCE ET LA LÉGITIMITÉ DE SES ENJEUX



1 S'appuyer davantage sur les institutions ayant vocation à structurer le débat sociétal (Parlement, CESE) pour créer une mobilisation et un large accord national sur la stratégie d'adaptation

2 Mettre fortement l'accent sur les enjeux climatiques dans l'éducation et la formation

3 Ne plus opposer politiques d'atténuation et politiques d'adaptation mais assurer leur synergie



4 Porter la nécessité d'une implication européenne forte sur ces sujets (PAC, législations sur le droit des assurances...)



RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT PAR L'ÉTAT DES COLLECTIVITÉS ET DES ACTEURS ÉCONOMIQUES EN PROLONGEANT LES AVANCÉES DU 1ER PLAN NATIONAL D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE



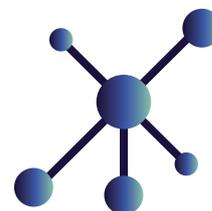
5 Accentuer le soutien financier à la recherche et à l'expertise scientifique dans les domaines liés à l'impact du dérèglement climatique



6 Accorder un accès gratuit aux données nécessaires à l'élaboration des politiques d'adaptation (Météo France)

7 Sortir de l'état de carence de l'outil statistique de suivi du secteur du tourisme

8 Créer un portail national de l'adaptation associant l'ensemble des services et opérateurs compétents de l'État



9 Instaurer un pilotage plus interministériel des politiques d'adaptation

10 Procéder à l'estimation des besoins financiers nécessaires aux politiques d'adaptation





LES 18 PROPOSITIONS DE LA DÉLÉGATION

ACCÉLÉRER LA DÉCLINAISON DES POLITIQUES D'ADAPTATION DANS LES COLLECTIVITÉS ET LES FILIÈRES ÉCONOMIQUES



11 Conforter la fonction d'orientation stratégique des Régions par la généralisation de prospectives régionales sur le modèle aquitain AcclimaTerra



12 Faciliter l'appropriation par les intercommunalités de leurs compétences en matière d'adaptation par un meilleur accompagnement des collectivités



13 Assurer une coopération large autour des Régions et des intercommunalités, incluant notamment les agences de l'eau, les comités de massif, les départements et les communes

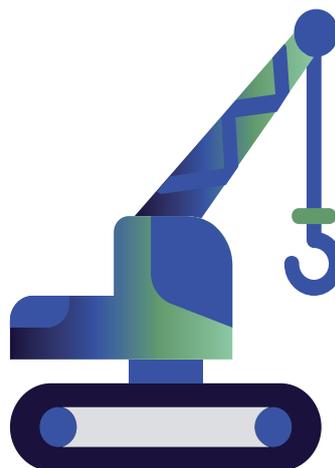


14 Multiplier les travaux de prospective inclusifs pour créer une culture commune de l'adaptation et construire des projets de territoire



15 Renforcer le soutien aux territoires les plus vulnérables au changement climatique (outre-mer, territoires littoraux, territoires de montagne)

16 Mettre en place une politique ambitieuse d'adaptation du bâti



17 Mettre en place des politiques de l'eau adaptées au changement climatique



18 Mettre en place un plan national d'adaptation de l'agriculture

